

civile. Ainsi commence la nouvelle année en Afrique. Et encore, ce ne sont là que quelques exemples des guerres qui dévastent le quart des pays africains. Peut-on y faire quelque chose?

Chaque fois que l'on parle de l'Afrique, c'est pour annoncer une mauvaise nouvelle. Non pas que les bonnes nouvelles soient inexistantes. Au contraire. Il y a une Afrique qui fonctionne bien, qui prospère, qui vit. Mais voilà, sur ce vaste continent, la partie qu'on appelle l'Afrique noire est en proie à un véritable martyr. Du golfe de Guinée aux rives de la mer Rouge, des terres arides et désolées du Tchad, du Niger ou du Soudan à celles, plus peuplées, de l'Angola, de l'ex-Zaïre ou de l'Ouganda, des pays entiers s'effondrent, des populations immenses sont réduites à s'entasser dans des camps de réfugiés, de riches zones minières sont livrées aux pilliers, des sols fertiles sont transformés en champs de mines. Cette Afrique-là vit au rythme de guerres sans perspective de solutions.

Si les conflits sont multiples, certains sont localisés, sinon isolés, alors que d'autres menacent la stabilité de vastes régions. Au Sahara occidental, au Sénégal, au Niger, au Tchad, en République centrafricaine, au Liberia, les violences se sont atténuées ou sont sous contrôle, du moins pour l'instant. Ce n'est pas le cas en Guinée Bissau et à la Sierra Leone. Là, l'autorité en place a perdu toute légitimité et toute prise sur son territoire et sa population. Dans le cas de la Sierra Leone, le pouvoir lutte contre un mouvement rebelle d'une sauvagerie jamais vue. Les guérilleros ne tuent pas, ils mutilent des milliers de civils dont le tort est souvent de ne pas avoir fui assez rapidement. Ces rebelles viennent de prendre la capitale. Malgré la proclamation d'un énième cessez-le-feu, que réservent-ils à la population?

À l'est du continent, dans la corne de l'Afrique, cinq pays fourbissent leurs armes en attendant l'étincelle qui embrasera la région. Le Soudan, isolé du reste du monde pour activités terroristes et génocide envers sa minorité noire, trafique des armes en direction de Djibouti, la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée. Ces deux derniers pays, dont les dirigeants étaient de vieux amis, sont maintenant à couteaux tirés pour une question de frontière.

Mais à terme, le conflit qui recèle les plus grands dangers pour l'Afrique est ailleurs. Il se déroule présentement au cœur du continent noir, en Afrique centrale. Depuis le génocide rwandais en 1994 et la chute du président Mobutu du Zaïre, trois ans plus tard, toute cette région est entraînée dans ce que Susan Rice, l'adjointe au secrétaire d'État américain pour les Affaires africaines, a qualifié récemment de «première guerre mondiale» du continent. Porté au pouvoir en mai 1997 par des troupes rwandaises et ougandaises et avec la bénédiction de ses voisins, le président Laurent-Désiré Kabila a très rapidement voulu se défaire de la tutelle jugée encombrante de ses alliés. Mal lui en prit. En juillet 1998, soucieux de préserver un glacis géographique autour de leurs territoires, les régimes de Kampala et Kigali, eux-mêmes aux prises avec des rébellions internes, ont suscité dans l'est de l'ex-Zaïre une révolte de la population banyamulenge, alliée de la première heure mais déjà exaspérée par le nouveau pouvoir à Kinshasa. Très rapidement, les rebelles ont conquis la moitié du pays et se sont retrouvés aux portes de la capitale zaïroise, répétant ainsi l'exploit de leur ancien maître. Kabila a survécu de justesse grâce à l'intervention militaire de l'Angola, lui-même déchiré par une guerre civile vieille de 20 ans, de la Namibie, du Tchad et du Zimbabwe. Au total, pas moins de huit armées, si l'on prend en compte les incursions burundaises, se retrouvent